

L'Affaire de la villa Lamunière (collectif Pompoko)

Razzia sur les utopies concrètes

Ou comment effacer des lieux, silencier des idées, verrouiller les dominations.

>Chapo de l'article

Mardi 1 juin 2021 le collectif Pompoko occupait la Villa Lamunière, réalisation du célèbre et défunt architecte éponyme à Vennes près de Lausanne.

Cette occupation d'un lieu laissé à l'abandon s'est effectuée sans effraction. Le samedi successif, à 9h30 un dispositif disproportionné de policiers, effectif cynophile inclus, boucle le quartier, interpelle les occupantes et occupants qui sont placés en garde à vue et seront condamnés par le ministère public à des peines extrêmement lourdes.

Ce n'est là pas une pratique isolée, une situation d'exception; mais bien une doctrine policière qui s'installe, systémique; qui a trait à la répression directe des activistes, à la propagande et à l'intoxication des populations qui ont cours.

>Fin du Chapo

La Zad de la Colline. Il Molino à Lugano. La Villa Lamunière à Vennes. Trois lieux, trois expériences, trois laboratoires. Urbain, péri urbain et champêtre. Leur communs ? Le partage et la générosité. Le collectif et l'expérimentation. Et surtout à la protection et la réassignation de l'espace, qu'il soit naturel ou construit. Alors que nombre de terrien.ne.s n'ont cure de leur conditions a fortiori de celles de leurs postérité, en voilà de jeunes âmes qui agissent entre réflexions et réfections et malgré les entraves et les ostracismes redoublés qui les assaillent.

En face, quelles réponses, quels signaux? La judiciarisation, la criminalisation et la répression. Des mots aussi imbuables qu'imprononçables. Des bribes d'un monde aigris, laconique à l'aune des pires crises et des urgences vitales qui nous encerclent. Manichéisme et simplificateur ? Alors que dire des médias de masse qui essaient, qui biaisent et qui occultent à l'envi. Et puis simple n'est pas simpliste. La preuve. Pour commencer, tentons une analyse pour mieux comprendre.

Une figure de la bourgeoisie prédatrice.
Cumuls et prédatons au pays d'Heidi

Oliver Feller. Directeur de la chambre vaudoise immobilière. Secrétaire de la Fédération Romande Immobilière. Directeur de Propriétaires Services SA. Société de services ponctuels et partiels, ainsi que l'édition et la commercialisation d'ouvrages, publications et formules qui touchent directement ou indirectement à l'économie immobilière. Trois activités pour lesquelles il est rémunéré.

Au parlement

Co-président de l'intergroupe parlementaire Propriété immobilière et foncière; Membre du Groupement des arts et métiers de l'Assemblée fédérale; Membre de l'intergroupe parlementaire Médias et Communication commerciale, etc...

Conseiller national en fonction à Berne, président de la Commission des Finances.

Membre du Comité directeur du PLR-Vaud. Olivier Feller tente, depuis 2015 déjà, de faire passer une motion « pour que les propriétaires d'immeubles occupés de façon illicite par des squatters puissent exercer le droit de reprise prévu à l'article 926 du Code civil à des conditions plus souples,

en particulier concernant les délais à respecter. »

L'article en question du Code on civil dit que le propriétaire « peut, lorsque la chose lui a été enlevée par violence ou clandestinement, la reprendre aussitôt, en expulsant l'usurpateur s'il s'agit d'un immeuble et, s'il s'agit d'une chose mobilière, en l'arrachant au spoliateur surpris en flagrant délit ou arrêté dans sa fuite. »

"Olivier Feller aimerait que les propriétaires aient 48 heures pour se pointer et mettre à la porte – sans passer par la justice – celles et ceux qui occupent leur bien immobilier gardé vide"*.

Déposée en juin 2015, c'est le 3 mai 2017 que le Conseil National a adopté cette motion par 128 voix contre 57. Le 11 septembre 2017 elle est adoptée par le Conseil des États.

Ce mercredi 16 août, c'est la Commission des affaires juridiques du Conseil des États qui l'a soutenue. Cela préfigure un succès au Conseil des États et l'adoption de la loi au niveau fédéral. Par ce biais, Olivier Feller tente de refermer toutes les mailles du filet légal sur les potentiel.le.s squatteuses.

En vérité que dit l'esprit de la loi

Observons la praxis qui a cours ces temps. Des pratiques de gentrification viennent encore ajouter à la pression des loyers. A Genève, les locataires qui sont la très grande majorité des cas, quittent le centre-ville et s'entassent dans des appartements dont le décompte des pièces diffère de Vaud. Lorsque l'on compare surface et loyer, un trois pièce genevois équivaut à un deux pièce vaudois.

Simultanément, on nie la pénurie de logement en expliquant que le contingent de squatteuses qui atteignit dans la fin des années 1970 jusqu'à 3000 unités dont il reste désormais quelques dizaine d'individus.

Pour autant rien n'est résolu, c'est uniquement par le haut, par voie de loi qu'il est devenu si coûteux d'occuper que la misère locative s'étend et que les squats se sont quasi éteints. Cet arsenal juridique vient renforcer la position de domination des propriétaires, des bailleuses de fond, au détriment des citoyen.ne.s, des locataires, des précaires qui sont dépossédé.e.s jusqu'à l'intention de résister aux renchérissements et à la spéculation.

Les bureaux pullulent, les loyers augmentent, la population trinque. Même si des moments épars de latence subsistent, ne doutons pas des intentions mercantiles qui commandent. Que disent les médias ?

Nous avons ici un cas d'école emblématique de nos temps troubles. La Villa Lamunière, immobilier patrimonial laissé à l'abandon, occupé par le Collectif Popomko récemment, s'est vue évacuée sans ménagement ni précaution, alors que les occupant.e.s elleux-mêmes attireraient l'attention sur la valeur de l'édicule et sur son état d'abandon au détriment d'un usage collectif et populaire potentiel.

La Méthode.

Bouclage du quartier par les forces de l'ordre, ce qui a trait à de l'intimidation doublée d'un périmètre, un no man's land aux desseins d'empêcher ou pour le moins d'ostraciser durement les échanges et le regards extérieurs, solidarité et médias inclus.

La cohorte.

Propagande par le fait réactionnaire. Le nombre et l'aspect des force engagées ne sont pas anodines. Elles tendent à forger une communication puissante qui éloigne la contradiction. « Il n'y a pas de fumée sans feu. S'ils sont venu.e.s nombreu.ses.x et outillé.e.s, c'est bien parce que la menace est importante ». Tant de poncifs et de formules toute faites qui plus est relayées par la presse bourgeoise dont les intérêts côtoient ceux des séides du capital et de la finance immobilière.

La question

Qui décide des modalités de riposte de la police. De l'absence de médiation, alors qu'en face ce sont bien des jeunes âmes désarmées, en recherche d'un monde meilleur; des pistes et des processus pour procéder et quitter l'ancien paradigme. N'y-a-t'il pas un double standard à la répression aveugle d'actes qui jamais ne mettent en péril ou n'effleurent même les corporalités ou les biens au contraire! et le traitement pour le moins attentiste lors de violences de genre pour ne citer que celle-ci? Pourquoi criminaliser par des lois nouvelles et répressives, appliquée au plafond par une justice non réparatrice qui s'évertue à silencier et condamner les activistes tous azimuts sans même ne les entendre?

Nous sommes en droit de nous poser ces questions. De prétendre à ce que l'on en débatte à très large spectre,démocratiquement, horizontalement, égalitairement, même si au fil du temps, une opinion publique est façonnée pour penser contre elle-même, à son détriment et pourrait-on dire installe sa propre aliénation. Il y a là quelques chose qui a trait à un neo lumpenprolétariat du 21ème siècle, télécommandé et propagé par les tenant.e.s.

Le Molino à Lugano. La ZAD au Mormont, la Villa Lamunière à Lausanne.
De l'offensive générale réactionnaire

Ces procédés répressifs croissent et s'étendent. En intensité et dans leurs géographies. Adoubés par une population aveuglée et continuellement à la portée de la doxa du pouvoir et des médias domestiqués. Nous ne sommes plus loin de l'aphorisme... «et quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personnes pour protester» du pasteur Niemöller.

Il apparaît chaque jour plus distinctement que la grand capital reconnaît dans les actions récentes, polymorphes et structurées, préparées et pensées, qu'elle peuvent à terme changer les déséquilibres, bouger les lignes et installer un nouveau rapport de force. Ainsi la contre-offensive légaliste, judiciaire et policière est le signe probant que ce vieux monde est aux abois. Qu'il ne subsiste plus que sous perfusion de propagande et d'impostures. Le vernis s'écaille, surgissent des épiphanies.

Alors avant que l'on ne paye un tribu trop fort, pour éviter toute victoire à la Pyrrhus et que l'on ne puisse résolument plus déverrouiller la situation, mobilisons nous pour contre-informer, pour se solidariser des activistes et de leurs actions essentielles, d'alerte et de propositions, pour questionner notre rapport au logement.

Car même lors d'un confort tout relatif, le piège est large qui nous guette et qui attend que l'on s'y empêtre nous et toutes celles et ceux qui nous suivront. Agir ensemble et organisé.e.s et si on ne le peut pas, soutenir activement celles et ceux qui s'y engagent. Chacune, chacun est un vecteur de communication critique, une base d'appui en amont, une unité de replis en aval. Nous avons tous et toutes à faire. Maintenant et fort.

Parce que la question du logement est aussi une question de justice sociale. Parce qu'elle est une composante au bien-être collectif et que ses enjeux nous dépassent et que certainement ils ont également trait à la justice climatique,et à la postérité des luttes sociales. Soyons solidaires et faisons face à qui, pour conserver coûte que coûte leurs privilèges hérités; nocifs et autoritaires

continuent de reproduire en boucle le système de domination patriarcal et capitaliste qui règne.

Les perspectives

Nous apprenons, au moment de clore le feuillet, que la nouvelle loi dite MPT de mesures policières contre le terrorisme est acceptée par les votantes et votants helvètes. Sans entrer en la matière, c'est là un signal doublé d'un blanc-seing dont les conséquences surgiront ces temps prochains. La doctrine policière libérée du joug politique, déjà peu opérationnel et désormais absent. Le maillage s'étend et se resserre et qui plus est remporte l'adhésion d'aucuns.

Lorsque derrière chaque citoyennexs se dissimule un keuf, à quelle degré d'aliénation avons-nous régressé, et comment en sommes-nous arrivé.e.s là. Pourvu que les lignes que tu lis contribuent à recouvrer l'esprit combatif, rationnel et collectif tellement manquant à l'aune du monde qui se dessine.